

TI_GERICHTE 32.2012.165 vom 2. Mai 2012

TI Tribunale d'appello, 2012-05-02, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_32.2012.165

FR: TI_GERICHTE 32.2012.165 du 2 mai 2012

IT: TI_GERICHTE 32.2012.165 del 2 maggio 2012

Regeste

Richiesta di una rendita respinta. Assicurato quasi sessantenne, ristoratore indipendente, a cui è stato applicato il metodo ordinario in virtù dell'obbligo di ridurre il danno. Riassunto della giurisprudenza

Erwägungen

E. 6

.3 Finalement, on soulignera que compte tenu des limitations fonctionnelles décrites par les médecins, le nouveau poste de travail n'impliquerait pas nécessairement d'adaptations particulières. A ce sujet, comme le soulève le recourant, on peut regretter que l'of fice AI n'ait mentionné aucune activité exigible au cours de l'instruction. Cette omission ne permet toutefois pas de retenir que les premiers juges auraient apprécié les faits de façon arbitraire ou violé le droit fédéral. Vu le large éventail d'activités simples et répétitives (qui correspondent à un emploi léger respectant les limitations fonctionnelles observées) que recouvre le marché du travail en général - et le marché du travail équilibré en particulier - (arrêt I 383/06 du 5 avril 2007 consid. 4.4), on constate qu'un nombre significatif d'entre elles, ne nécessitant aucune formation spécifique, sont adaptées aux problèmes physiques du recourant. Au demeurant, elles sont, en règle générale, disponibles indépendamment de l'âge de l'intéressé sur le marché équilibré du travail (arrêts 9C_646/2010 du 23 février 2011 consid. 4 et 8C_657/2010 du 19 novembre 2010 consid. 5.2.3). A titre d'exemples, on peut citer les activités de surveillant de machines, gardien de parking ou ouvrier d'usine. »). Inoltre, con sentenza 9C_924/2011 del 3 luglio 2012, a proposito di un garagista indipendente dall'inizio degli anni 1990, capace al lavoro al 50% sia nella precedente attività che in attività confacenti al suo stato di salute (poi aumentata al 70%), il TF ha rammentato che nell'ambito dell'assicurazione invalidità vige il principio generale secondo il quale una persona invalida deve, prima di domandare prestazioni, intraprendere tutto quanto gli è possibile per attenuare le conseguenze della sua invalidità. Per questo motivo un assicurato non ha diritto ad una rendita quando è capace, cambiando professione, di ottenere un reddito escludente un'invalidità che gli darebbe il diritto ad una rendita. Ciò va esaminato alla luce delle circostanze oggettive e soggettive del caso di specie (“ 5.2 Au vu des arguments du recourant, il convient cependant d'examiner si le Tribunal fédéral doit s'écarter des constatations faites par la juridiction cantonale sur l'exigibilité d'un changement de profession de la part du recourant ou du raisonnement suivi par celle-ci, dans les limites de son pouvoir d'examen (cf. consid. 1 supra). 5.2.1 Dans le domaine de l'assurance-invalidité, on applique de manière générale le principe selon lequel une personne invalide doit, avant de requérir des prestations, entreprendre de son propre chef tout ce qu'on peut raisonnablement attendre d'elle pour atténuer le mieux possible les conséquences de son invalidité; c'est pourquoi un assuré n'a pas droit à une rente lorsqu'il

serait en mesure, au besoin en changeant de profession, d'obtenir un revenu excluant une invalidité ouvrant droit à une rente. La réadaptation par soi-même est un aspect de l'obligation de diminuer le dommage et prime aussi bien le droit à une rente que celui à des mesures de réadaptation. L'obligation de diminuer le dommage s'applique aux aspects de la vie les plus variés. Toutefois, le point de savoir si une mesure peut être exigée d'un assuré doit être examiné au regard de l'ensemble des circonstances objectives et subjectives du cas concret (ATF 113 V 22 consid. 4a p. 28 et les références) »). Tra le circostanze soggettive vi sono la capacità lavorativa residua o i fattori personali come l'età e la situazione professionale concreta. Fra le circostanze oggettive vi sono l'esistenza del mercato equilibrato del lavoro e la durata prevedibile del rapporto di lavoro (« Par circonstances subjectives, il faut entendre en premier lieu l'importance de la capacité résiduelle de travail ainsi que les facteurs personnels tels que l'âge, la situation professionnelle concrète ou encore l'attachement au lieu de domicile. Parmi les circonstances objectives doivent notamment être pris en compte l'existence d'un marché du travail équilibré et la durée prévisible des rapports de travail (arrêts du Tribunal fédéral 9C_540/2011 du 15 mars 2012 consid. 3.2 et les arrêts cités, destiné à la publication, et 9C_578/2009 du 29 décembre 2009 consid. 4.2.2 et les arrêts cités). Par ailleurs, plus la mise à contribution de l'assureur est importante, plus les exigences posées à l'obligation de réduire le dommage devront être sévères. C'est le cas, par exemple, lorsque la renonciation à des mesures destinées à réduire le dommage conduirait à l'octroi d'une rente ou au reclassement dans une profession entièrement nouvelle (ATF 113 V 22 consid. 4d p. 32 et les références citées; arrêt du Tribunal fédéral 9C_578/2009 du 29 décembre 2009 consid. 4.2.3 et les références citées). »). Nel caso giudicato dal TF l'interessato, per diminuire il danno, avrebbe dovuto cambiare lavoro, guadagnando un importo superiore. Disponendo di una capacità di lavoro residua del 70% poteva esercitare altre attività come quella di gestore della logistica, nel commercio al dettaglio o come ricezionista di un garage. Inoltre, avendo 53 anni al momento in cui la questione dell'esigibilità si è posta, il ricorrente non aveva ancora raggiunto la soglia a partire dalla quale la giurisprudenza considera generalmente che non esiste più alcuna possibilità reale di sfruttare la capacità residua di lavoro in un mercato equilibrato (« 5.2.2 En l'espèce, les juges cantonaux ont constaté que le revenu d'invalides que le recourant aurait été en mesure de réaliser était plus élevé que celui perçu dans son métier de garagiste. Contrairement à ce que soutient ce dernier, une augmentation notable du revenu d'invalides auquel il pourrait prétendre en cas de changement de profession n'est pas exigé. En effet, pour diminuer son dommage, il suffit, au sens de la jurisprudence sus exposée (consid. 5.2.1 supra), qu'un assuré puisse réaliser, dans une activité adaptée, un revenu d'invalides supérieur à celui provenant de la poursuite de son métier. Par ailleurs, les premiers juges ont constaté que la poursuite de l'entreprise du recourant était menacée à terme et que la liquidation de cette dernière se ferait sans difficulté, celle-ci n'ayant que très peu d'actifs. Ces constatations ne sont pas remises en cause par le recourant. N'étant pas manifestement inexacts, elles lient par conséquent le Tribunal fédéral (cf. consid. 1 supra). Compte tenu des circonstances ainsi constatées, on peut raisonnablement attendre du recourant qu'il change de profession pour diminuer son dommage puisque sa demi-rente d'invalidité s'en verrait réduite. En effet, en exerçant une activité salariée (voir consid. 5.2.3 infra), celui-ci serait en mesure d'augmenter sa capacité de gain de telle sorte que seul le droit à un quart de rente lui serait ouvert. 5.2.3 Les autres arguments avancés par le recourant ne sont pas plus pertinents. Les juges cantonaux ont constaté qu'il disposait d'une capacité résiduelle de travail de 70 % et qu'il pouvait l'exercer dans une activité adaptée comme celle de

gestionnaire en logistique ou de commerce de détail ou encore comme réceptionniste dans un garage. Il existe ainsi une large palette d'activités au profit desquelles celui-ci peut mettre à disposition sa capacité résiduelle de travail qui est relativement importante. Le recourant ne conteste pas que ce genre d'activité est compatible avec son état de santé. De plus, sa capacité résiduelle de travail fixée à 70 % tient déjà compte de ses problèmes de santé et n'est pas de nature à l'empêcher de trouver une telle activité sur un marché du travail équilibré. En effet, selon la jurisprudence, il n'y a pas lieu d'examiner la question de savoir si un invalide peut être placé eu égard aux conditions concrètes du marché du travail, mais uniquement de se demander s'il pourrait encore exploiter économiquement sa capacité résiduelle de travail lorsque les places de travail disponibles correspondent à l'offre de la main d'œuvre (ATF 110 V 276 consid. 4b; arrêt I 350/89 du 30 avril 1991 consid. 3b, in RCC 1991 p. 332; cf. ATF 130 V 346 consid. 3.2; arrêt du Tribunal fédéral 9C_695/2010 du 15 mars 2011 consid. 5 et les arrêts cités). Au demeurant, âgé de 53 ans au moment où la question de l'exigibilité d'un changement de profession se posait, le recourant n'avait de loin pas atteint le seuil à partir duquel la jurisprudence considère généralement qu'il n'existe plus de possibilité réaliste d'exploiter la capacité résiduelle de travail sur un marché du travail supposé équilibré (cf. arrêt du Tribunal fédéral 9C_695/2010 du 15 mars 2011 consid. 6.2 et les arrêts cités). Par ailleurs, on ne voit pas en quoi l'argument selon lequel il s'est constitué une clientèle fidèle l'entraverait pour trouver un nouveau travail. ») Cfr. anche la sentenza 9C_501/2009 del 12 maggio 2010 relativa ad un assicurato che aveva ottenuto il diploma d'ingegnere all'estero e che, arrivato in Svizzera nel 1979, aveva esercitato diverse attività, tra le quali quella di autista per cinque anni e che dal 1988 ha lavorato come indipendente nel ramo della ristorazione (specializzato nella cucina orientale). Il TF al consid. 3 ha evidenziato: « L'intimé a mis un terme à son activité lucrative indépendante en juin 2005, invoquant des problèmes de santé. La cessation de cette activité justifie de procéder à une révision du droit à la demi-rente d'invalidité, en vertu de l'art. 17 LPG. En effet, comme les champs d'activités professionnels comparés ont disparu, la méthode extraordinaire d'évaluation qui tenait compte de la réalité concrète de l'activité de traiteur indépendant n'a plus de fondement. Le degré de l'invalidité doit ainsi être revu et déterminé désormais selon la méthode générale de comparaison des revenus, ce qui n'est d'ailleurs pas contesté.» Infine, va segnalata la sentenza 9C_578/2009 del 29 dicembre 2009, pubblicata in SVR 6/2010 IV n. 37, inerente un agricoltore indipendente. In quel caso il TF ad un assicurato 57enne al momento della decisione litigiosa, incapace al lavoro al 50% sia nella sua precedente attività che in attività confacenti al suo stato di salute, ha riconosciuto la mezza rendita, rilevando tuttavia che si trattava di un caso limite, relativo ad un agricoltore indipendente che non possedeva alcuna esperienza professionale in un altro ambito e che faceva fatica a comprendere e ad adattarsi alle esigenze dei mutamenti strutturali in corso nell'agricoltura. L'Alta Corte ha rilevato: « 4.3.1 Selon les constatations du Tribunal cantonal, qui lient le Tribunal fédéral (cf. supra consid. 1 et 3), l'intimé dispose d'une capacité résiduelle de travail attestée médicalement de 50 % qu'il peut exploiter aussi bien dans son activité habituelle d'agriculteur que dans toute autre activité adaptée à ses limitations fonctionnelles. Dans la première hypothèse, l'intimé peut prétendre à l'octroi d'une demi-rente d'invalidité, tandis que dans la seconde hypothèse il n'aurait droit, compte tenu du revenu qu'il pourrait raisonnablement réaliser dans une activité adaptée (calculé sur la base des données statistiques résultant de l'Enquête suisse sur la structure des salaires), qu'à l'allocation d'un quart de rente. 4.3.2 C'est à la lumière des circonstances concrètes de la présente affaire qu'il convient d'examiner si l'intimé peut être tenu de mettre fin à son

activité indépendante d'agriculteur au profit d'une activité salariée plus lucrative. En premier lieu, il convient de constater que l'intimé n'a pas véritablement mis en oeuvre, pour peu que cela soit objectivement possible dans une entreprise agricole du type et de la taille de celle de l'intimé, de mesures tendant à adapter son activité à ses capacités résiduelles. Il ressort de l'enquête économique établie dans le cadre de l'instruction du dossier - dont les constatations principales ont été reprises dans le jugement attaqué - que l'intimé se limite désormais à accomplir les tâches d'exploitation qui sont encore à sa portée sur le plan physique et qu'il est désormais suppléé par son fils pour les autres travaux. D'un point de vue objectif, rien ne fait obstacle à ce que l'intimé change d'activité professionnelle. Âgé de 57 ans au moment de la décision litigieuse, l'intimé n'avait pas atteint l'âge à partir duquel la jurisprudence considère généralement qu'il n'existe plus de possibilité réaliste de mise en valeur de la capacité résiduelle de travail sur un marché de l'emploi supposé équilibré (cf. arrêts 9C_918/2008 du 28 mai 2009 consid. 4.2.2, 9C_437/2008 du 19 mai 2009 consid. 4 et I 819/04 du 27 mai 2005 consid. 2.2 et les références). Il ne semble par ailleurs pas que le choix de postes de travail exigibles soit si limité qu'il rende très incertaine la possibilité de trouver un emploi dans un lieu proche de son domicile. Cela étant, l'intimé ne semble posséder aucune expérience professionnelle dans un domaine économique autre que celui dans lequel il oeuvre actuellement. L'exercice d'une nouvelle activité adaptée aux limitations fonctionnelles l'affectant impliquerait, en tout état de cause, une reconversion professionnelle. Dans les faits, le passage du statut d'agriculteur indépendant à celui de salarié constitue une profonde remise en question socio-professionnelle, qui présuppose des facultés d'adaptation considérables d'un point de vue subjectif. L'enquête économique a mis en évidence que l'intimé peinait à comprendre et à s'adapter aux exigences liées à la mutation structurelle actuellement en cours dans l'agriculture. Au regard de son âge et de son état d'esprit, il apparaît douteux que l'intimé soit en mesure de s'intégrer dans une démarche personnelle de remise en question professionnelle. On relèvera pour finir que les perspectives de revenu offertes par un changement d'activité ne sont que légèrement plus élevées par rapport au revenu que l'intimé serait en mesure d'obtenir dans le cadre de son activité agricole. Même si son exploitation agricole est très probablement condamnée à disparaître à plus ou moins brève échéance, il paraît difficile dans ces conditions d'exiger de l'intimé, eu égard à l'attachement subjectif et personnel qui le lie à son entreprise, qu'il l'abandonne pour se lancer dans la recherche aléatoire d'un emploi adapté à ses limitations fonctionnelles.

4.3.3 Au vu de l'ensemble des circonstances, aussi bien favorables que défavorables, et même si la présente affaire doit assurément être regardée comme un cas limite, il convient d'admettre que le Tribunal cantonal n'a pas abusé de son pouvoir d'appréciation, en considérant qu'il ne pouvait être exigé de l'intimé qu'il change d'activité afin de réaliser un revenu excluant le droit à une demi-rente d'invalidité.»

A livello cantonale vanno rammentate le sentenze 32.2006.53 del 21 settembre 2007 e 32.2009.91 del 10 settembre 2009 del TCA. Nel primo caso, all'interessato, posatore di pavimenti indipendente nato nel 1973, in seguito ad una revisione avviata d'ufficio dall'UAI, era stata soppressa la rendita. Il Tribunale al consid. 2.10 ha rilevato che “ l'Ufficio AI non ha quindi applicato il metodo straordinario (cfr. sopra consid. 2.4 e 2.9), essendo stato possibile accertare con cognizione di causa l'utile conseguito dall'assicurato negli ultimi anni prima dell'insorgenza del danno alla salute tramite i dati fiscali e non essendo stato addotto nulla circa una eventuale non rappresentatività dei redditi fiscalmente tassati” e, dopo aver rammentato la giurisprudenza e le norme applicabili, ha concluso affermando che “ in concreto, poiché non risultano dagli atti circostanze – soggettive ed oggettive – che

impongano di concludere in senso contrario, un cambiamento di professione può ritenersi esigibile. Ne discende che a ragione l'amministrazione ha ritenuto determinante ai fini della valutazione dell'invalidità il metodo ordinario del raffronto dei redditi prescindendo dall'applicazione di quello straordinario" (cfr. pag. 26- 27 della sentenza). Nella seconda sentenza si trattava di un assicurato, nato nel 1964, attivo quale giardiniere manutentore indipendente, abile all'80% in attività adatte al suo stato di salute che il 5 novembre 2007 aveva presentato una richiesta di prestazioni AI. In quell'occasione il TCA ha escluso l'utilizzo del metodo straordinario, affermando, al consid. 2.13 che " l'amministrazione ha valutato il grado di invalidità dell'assicurato applicando il metodo ordinario del raffronto dei redditi. Il TCA, richiamata la giurisprudenza federale esposta al consid. 2.4., ritiene corretto l'agire dell'amministrazione, essendo ragionevolmente esigibile che l'assicurato, nato nel 1964, sfrutti la propria capacità lavorativa residua in un'attività lavorativa dipendente ." In concreto l'interessato è nato nel 1953, per cui, da un punto di vista oggettivo nulla osta ad un cambiamento dell'attività lavorativa giacché l'insorgente non ha ancora raggiunto l'età a partire dalla quale la giurisprudenza considera generalmente che non esistono possibilità per valorizzare la capacità lavorativa residua in un mercato del lavoro ritenuto equilibrato (cfr. sentenza 9C_578/2009 del 29 dicembre 2009, pubblicata in SVR 6/2010 IV n. 37, consid. 4.3.2). Inoltre, i posti di lavoro esigibili non sono così limitati da rendere incerta la possibilità di trovare un'occupazione in un luogo prossimo al domicilio del ricorrente che vive in una zona densamente popolata e con numerosi posti di lavoro (cfr. sentenza 9C_578/2009 del 29 dicembre 2009, pubblicata in SVR 6/2010 IV n. 37, consid. 4.3.2; nonché la già citata sentenza 9C_924/2011 del 3 luglio 2012). L'interessato inoltre, contrariamente alla fattispecie della sentenza 9C_578/2009 del 29 dicembre 2009, pubblicata in SVR 6/2010 IV n. 37, consid. 4.3.2 e conformemente invece al caso di cui alla sentenza 9C_695/2010 del 15 marzo 2011, è già stato confrontato, almeno una volta, ad un cambiamento di attività professionale ed il passaggio da attività indipendente ad attività dipendente (che ha già avuto luogo in senso contrario negli anni '80) non costituisce pertanto un ostacolo per l'insorgente. L'interessato, nel corso degli anni, è del resto sempre stato capace di adattarsi alle nuove situazioni che si sono create e non emerge che non sia capace di comprendere e di adattarsi alle mutate esigenze economiche. Dalla perizia SAM emerge del resto che si tratta di una persona con un'"
attitudine gioviale, ben collaborante, disponibile" (doc AI 145-18), ossia di una situazione differente rispetto a quella accertata nella sentenza 9C_578/2009 del 29 dicembre 2009 (" L'enquête économique a mis en évidence que l'intimé peinait à comprendre et à s'adapter aux exigences liées à la mutation structurelle actuellement en cours dans l'agriculture. Au regard de son âge et de son état d'esprit, il apparaît douteux que l'intimé soit en mesure de s'intégrer dans une démarche personnelle de remise en question professionnelle . »). Alla luce di tutto quanto sopra esposto è a giusta ragione che l'UAI ha stabilito che l'insorgente deve cambiare professione per ridurre il danno ed ha applicato la procedura ordinaria. 2.8. Quanto all'ammontare del reddito da valido, anche in questo caso a giusta ragione, l'UAI ha preso in considerazione i dati evinti dalla tassazione fiscale, che meglio tengono conto dell'effettivo reddito conseguito dall'insorgente in quegli anni. Gli importi figuranti nel conto individuale dell'interessato sono invece comprensivi del reddito conseguito dalla moglie in ragione del 50%. Nelle tassazioni, dalla 2001-2002 alla 2008, i redditi dei coniugi RI 1 figurano infatti sempre separatamente, nella misura del 50% ciascuno, come da loro stessi indicato in sede di dichiarazione fiscale. Nel 2004, quale reddito da attività indipendente, erano stati dichiarati fr. 16'322 per il marito ed altrettanti per la moglie, poi

aumentati dall'UT a fr. 23'000 ciascuno (vi è inoltre un'indennità per malattia ed infortuni di fr. 8'797 per il marito e di fr. 24'643 per la moglie; cfr. doc. AI 62-3). Nel 2005 sono stati dichiarati fr. 5'842 per il marito e fr. 5'841 per la moglie, che l'UT ha aumentato a fr. 20'000 ciascuno (oltre a fr. 13'440 di rendite AVS/AI per il contribuente [recte: moglie] e fr. 27'198 di indennità malattia e infortuni per il marito; cfr. doc. AI 62-11). Nel 2006 figurano fr. 3'653 dichiarati sia per il marito che per la moglie, aumentati a fr. 30'000 ciascuno, oltre a fr. 13'440 di rendita AVS/AI per la moglie e fr. 2'061 d'indennità per malattia e infortuni per il marito (cfr. doc. AI 62-13). Nel 2007, quale reddito da attività indipendente, erano stati dichiarati fr. 8'087 per il marito e fr. 8'087 per la moglie, poi accertati dall'UT in fr. 30'000 ciascuno (doc. AI 62-18 e 65/10, oltre a fr. 13'812 di rendita AVS/AI per la moglie e fr. 15'229 di indennità per malattia e infortuni per il marito). Dagli atti emerge inoltre che nel 2003 era stato tassato quale reddito aziendale l'importo fr. 15'000 per il marito e fr. 15'000 per la moglie (cfr. doc. AI 65-41 e 86-7; dichiarati fr. 12'883, rispettivamente fr. 12'884, cfr. doc. AI 5-6), mentre nella tassazione 2001-2002 (periodo di computo 1999-2000), figuravano fr. 25'000 di reddito aziendale ciascuno oltre a fr. 28'758 di reddito da dipendente per il marito (doc. AI 65-42 e 86-7). Agli atti vi è poi, per il 2006, la domanda di _____ del 13 dicembre 2007, con la richiesta del reddito aziendale 2006 per la fissazione dei contributi sociali. L'UT ha risposto indicando in fr. 60'000 l'importo conseguito, di cui fr. 30'000 per il marito e fr. 30'000 per la moglie (doc. AI 65-19). Inoltre, dalle tavole processuali si evince che dal 2001 al 2007 nel conto individuale dell'insorgente sono iscritti gli importi conseguiti complessivamente sia dal marito che dalla moglie, cui sono aggiunti, verosimilmente (cfr. a questo proposito le decisioni per il 2001 e il 2002, doc. VI/D1 e D2), i contributi AVS fatturati o pagati nell'anno di computo (fr. 4'100, fr. 4'300 e fr. 3'900; cfr. doc. AI 65-32, 33 e C). Infatti, per il 2001 ed il 2002 figurano fr. 54'300 ([25'000 X 2] + 4'300), nel 2003 fr. 34'100 ([15'000 X 2] + 4'100), nel 2004 fr. 50'100 ([23'000 X 2] + 4'100), nel 2005 fr. 44'100 ([20'000 X 2] + 4'100), nel 2006 fr. 64'100 ([30'000 X 2] + 4'100), nel 2007 fr. 63'900 ([30'000 X 2] + 3'900). Ne segue che giustamente l'UAI ha preso in considerazione i dati evinti dalle tassazioni fiscali, che gli stessi coniugi RI 1 hanno dichiarato essere conseguiti al 50% da ognuno di loro e non quelli del conto individuale del ricorrente che comprendono anche i redditi della moglie. Del resto, dagli importi sopra riportati, emerge inoltre sia che l'ammontare di fr. 31'790 preso in considerazione dall'UAI quale reddito da valido del 2006, e poi aggiornato per gli anni seguenti, è superiore a quello conseguito nel 2005 (fr. 20'000), nel 2004 (fr. 23'000) e nel 2003 (fr. 15'000), sia che l'insorgente aveva dichiarato importi ancora inferiori rispetto a quelli poi tassati dall'UT. Comunque anche volendo prendere in considerazione il dato più favorevole al ricorrente, ossia facendo una media degli anni dal 2004 al 2007 (anno in cui ha conseguito, malgrado l'inizio dell'invalidità nel mese di novembre, un reddito superiore rispetto agli anni precedenti, escluso il 2006) ed includendo anche, per pura ipotesi di lavoro, le indennità per perdita di guadagno percepite in quegli anni, si otterrebbe un reddito inferiore a quello utilizzato dall'UAI (fr. 32'961 per il 2008, cfr. risposta di causa, doc. IV). Infatti, la media degli ultimi 4 anni sarebbe di fr. 31'257 (23'000 [reddito 2004] + 8'797 [indennità per malattia e infortuni 2004] + 20'000 [reddito 2005] + 27'198 [indennità IPG 2005] + 30'000 [reddito 2006] + 2'061 [indennità IPG 2006] + 30'000 [reddito 2007] + 15'229 [indennità IPG 2007] : 5 anni), che, aggiornato al 2008, anno di inizio dell'eventuale diritto alla rendita, raggiunge fr. 31'882 (+ 2%). Per quanto concerne il reddito da invalido l'UAI ha preso in considerazione l'importo di fr. 59'978, evinto dalla tabella TA1 2008, da cui ha dedotto l'8% quale riduzione per attività leggere e del 5% per svantaggi derivanti da

contingenze particolari. L'interessato, giustamente, non contesta il reddito da invalido e la riduzione del 13%, conforme alla giurisprudenza, ma chiede una riduzione supplementare del 43% per il gap salariale tra quanto potrebbe conseguire come cuoco secondo i redditi evinti dai dati statistici (fr. 63'922.50 nel 2008) e quello che ha effettivamente conseguito. La censura si rivela infondata. Innanzitutto, l'UAI a giusta ragione evidenzia che anche volendo applicare il gap salariale come chiesto dall'insorgente, quest'ultimo avrebbe diritto ad una rendita, al 50%, solo per poco tempo (dopo l'anno di attesa), ritenuto che successivamente il grado d'invalidità non raggiunge il 40%, come esposto qui di seguito. Infatti, per quel che concerne il reddito da invalido, va ricordato che lo stesso è determinato sulla base della situazione professionale concreta dell'interessato, a condizione però che quest'ultimo sfrutti in maniera completa e ragionevole la capacità lavorativa residua e che il reddito derivante dall'attività effettivamente svolta sia adeguato e non costituisca un salario sociale ("Soziallohn") (DTF 126 V 76 consid. 3b/aa e riferimenti). Se invece non esiste un siffatto guadagno, in particolare perché l'assicurato non ha intrapreso una attività lucrativa da lui esigibile, il reddito da invalido, da contrapporre a quello da valido nella determinazione del grado di invalidità, può essere ricavato dai rilevamenti statistici ufficiali, editi dall'Ufficio federale di statistica, che si riferiscono agli stipendi medi nelle principali regioni e categorie di lavoro (DTF 126 V 76 consid. 3b/bb; RCC 1991 p. 332 consid. 3c, 1989 p. 485 consid. 3b). L'Alta Corte ha stabilito che sono esclusivamente applicabili, in difetto di indicazioni economiche concrete, i dati salariali nazionali risultanti dalla tabella di riferimento TA1 dell'inchiesta sulla struttura dei salari edita dall'Ufficio federale di statistica e non i valori desumibili dalla tabella TA13, che riferisce dei valori in relazione alle grandi regioni (SVR 2007 UV nr. 17, STFA del 5 settembre 2006 nella causa P., I 222/04). Con pronuncia del 7 aprile 2008 (32.2007.165) questa Corte, fondandosi sulla sentenza U 8/7 del 20 febbraio 2008, ha stabilito che "(...) quando il salario da valido conseguito in Ticino in una determinata professione è inferiore al salario medio nazionale in quella stessa professione, anche il reddito da invalido va ridotto nella medesima percentuale (al riguardo cfr. L. Grisanti, art.cit., in RtiD II-2006 pag. 311 seg., in particolare pag. 326-327) (...)". A questo proposito con sentenza 8C_44/2009 del 3 giugno 2009 il TF ha affermato che: "(...) 3.3 In una recente sentenza 8C_652/2008 dell'8 maggio 2009, non ancora pubblicata nella Raccolta ufficiale, il Tribunale federale, precisando la propria giurisprudenza, ha stabilito che quando il reddito effettivamente conseguito differisce di almeno il 5% rispetto al salario statistico riconosciuto nel corrispondente settore economico, esso deve essere considerato considerevolmente inferiore alla media nel senso della DTF 134 V 322 e può - in caso di adempimento degli altri presupposti - giustificare un parallelismo dei redditi di raffronto (consid. 6.1.2). A questo parallelismo si procederà però soltanto limitatamente alla parte percentuale eccedente la soglia determinante del 5% (consid. 6.1.3). Questa Corte ha nella stessa sentenza confermato che i fattori estranei all'invalidità di cui si dovesse già aver tenuto conto con il parallelismo non possono essere presi in considerazione una seconda volta nell'ambito della deduzione per circostanze personali e professionali." In concreto, utilizzando i dati forniti dalla tabella TA1 2008 elaborata dall'Ufficio federale di statistica, il ricorrente, svolgendo nel 2008 una professione che presuppone qualifiche inferiori nel settore privato svizzero (a proposito della rilevanza delle condizioni salariali nel settore privato, cfr. RAMI 2001 U 439, p. 347ss. e SVR 2002 UV 15, p. 47ss.), avrebbe potuto realizzare, in media, un salario annuale lordo pari a fr. 59'979 (4'806 : 40 X 41.6 X 12; cfr. anche sentenza U 8/07 del 20 febbraio 2008), corrispondente a fr. 61'239 (+ 2.1%) nel 2009, a fr. 61'729 nel 2010 (+ 0,8%) e a fr. 62'346

nel 2011 (+ 1%). L'assicurato, quale cuoco, avrebbe potuto guadagnare nel 2008 fr. 32'961 (dato più favorevole, cfr. risposta di causa) . Tale reddito si situa sotto la media dei salari svizzeri per un'attività equivalente (cfr. Tabella TA1, punto 55, attività alberghi e ristoranti, livello di qualifica 1, lavoro esigente/indipendente: fr. 65'003 nel 2008 [5'159 : 40 X 42 X 12]). Ciò potrebbe dare diritto ad una riduzione del 44,3% (49,29% - 5%). Ciò significa, nel 2008 (dopo un anno di attesa), se si volesse seguire la tesi del ricorrente, un grado d'invalidità del 56% (55,9% arrotondato al 56%), raffrontando il reddito da valido di fr. 32'961 con quello da invalido di fr. 59'979 ridotto del 50% a fr. 29'990, poi del 13% a fr. 26'091 e poi del 44,3% a fr. 14'533. Nel 2009, quando la capacità lavorativa in attività leggere ha ormai raggiunto il 70%, il reddito da attività lavorativa secondo la tabella TA1 2008 per ristoranti ed alberghi sarebbe di fr. 66'368 (65'003 + 2.1%), per un "gap salariale", del 44,3 % (49,29% - 5%) per un grado d'invalidità del 38% (38,3% arrotondato al 38%) che non dà diritto ad alcuna rendita, raffrontando il reddito da valido di fr. 33'653 con il reddito da invalido di fr. 61'239, ridotto del 30% a fr. 42'867, del 13% a fr. 37'295 e del 44,29% a fr. 20'777. Nel 2010 il reddito da attività lavorativa secondo la Tabella TA1 2010 per servizio di alloggio e ristorazione (n. 55-56), livello di qualifica 1, ammonterebbe a fr. 65'520 (5'200 : 40 X 42 X 12), per un " gap salariale " del 43,2% (48,2% - 5%) ed un grado d'invalidità del 37% (37,1% arrotondato al 37%), raffrontando il reddito da valido di fr. 33'922 con il salario da invalido di fr. 61'729, ridotto del 30% a fr. 43'210, del 13% a fr. 37'593 e del 43,2% a fr. 21'353. Infine, per il 2011, il " gap salariale " sarebbe del 43,2% (48,2% - 5%), prendendo in considerazione un reddito da valido di fr. 34'261 ed un reddito teorico nella ristorazione di fr. 66'175, per un grado d'invalidità del 37% (37,1% arrotondato al 37%), raffrontando il reddito da valido di fr. 34'261 con il reddito da invalido di fr. 62'346, ridotto del 30% a fr. 43'642, del 13% a fr. 37'969 e del 43,2% a fr. 21'566. Ne segue che, volendo seguire la tesi del ricorrente, il medesimo potrebbe semmai avere diritto ad una (mezza) rendita solo dopo l'anno di attesa, e per pochi mesi (novembre e dicembre 2008 e, ritenuto il miglioramento nel corso del mese di dicembre, al massimo fino a marzo 2009; cfr. art. 88a cpv. 1 OAI). Tuttavia, come si vedrà qui di seguito, l'interessato non può beneficiare della rendita neppure per un periodo limitato, giacché il gap salariale non può trovare applicazione. Infatti, accertato che l'insorgente, nel corso degli ultimi anni, ha sempre conseguito un reddito assai contenuto, occorre ritenere che egli si sia accontentato di questa retribuzione. Eventuali motivi di ordine economico, come ad esempio la cattiva congiuntura, non possono del resto essere presi in considerazione nella valutazione dell'ammontare del reddito conseguito in quegli anni, non trattandosi di un rischio che si deve assumere l'assicurazione per l'invalidità (cfr. DTF 135 V 58, consid. 3.4.1 e seguenti: " Die Rente der Invalidenversicherung ist grundsätzlich eine Erwerbsausfall-Versicherungsleistung. Versichert ist nicht der Gesundheitsschaden an sich, sondern der durch den Gesundheitsschaden verursachte Verlust der Erwerbsmöglichkeit (Art. 1a lit. b IVG; Art. 7 Abs. 1, Art. 8 Abs. 1 ATSG). Umgekehrt deckt die Invalidenversicherung nur diejenigen Erwerbsverluste ab, die durch Gesundheitsbeeinträchtigungen verursacht sind, nicht Einbussen, die auf andere Gründe (z.B. wirtschaftliche, persönliche usw.) zurückzuführen sind. Der Invaliditätsgrad wird deshalb bei Erwerbstätigen so bestimmt, dass das Einkommen, welches der Versicherte ohne Gesundheitsbeeinträchtigung erzielen könnte, demjenigen Einkommen gegenübergestellt wird, das er nach Eintritt des Gesundheitsschadens erzielt bzw. bei zumutbarer Tätigkeit erzielen könnte (Art. 16 ATSG; Art. 28a Abs. 1 IVG). Entgegen der Auffassung der Vorinstanz hängt somit die Erwerbsinvalidität nicht von der Einbusse des

mutmasslichen Potenzials bzw. des funktionellen Leistungsvermögens als solchem ab, sondern von der effektiven, gesundheitlich bedingten Einbusse im Erwerbseinkommen. Nützte der Versicherte im Gesundheitsfall sein wirtschaftliches Potenzial nicht voll aus, so ist dieser nicht verwertete Teil der Erwerbsfähigkeit nicht versichert (BGE 131 V 51 E. 5.1.2 S. 53; BGE 125 V 146 E. 5b/bb S. 157). Denn wenn jemand vor Eintritt des Gesundheitsschadens aus gesundheitsfremden Gründen nur ein sehr geringes, nicht existenzsicherndes Einkommen erzielt hat und nach Eintritt des Gesundheitsschadens immer noch ein Einkommen in unveränderter Höhe erzielen könnte, so ist nicht der Gesundheitsschaden ursächlich für eine allfällige tatsächliche Einkommenseinbusse (Urteil des Eidg. Versicherungsgerichts I 335/04 vom 23. Dezember 2004 E. 3); kausal sind vielmehr die (nicht bei der Invalidenversicherung versicherten) wirtschaftlichen oder persönlichen Umstände, die bereits beim Gesunden die Erzielung eines höheren Einkommens verhindert haben.“). L’Alta Corte ha evidenziato che il „ gap salariale “ viene preso in considerazione affinché i due redditi di riferimento (da valido e da invalido) siano calcolati partendo dal medesimo punto di riferimento; non deve invece essere inteso nel senso che tutti gli aspetti estranei all’invalidità (tra cui quelli economici), che hanno portato a percepire un reddito inferiore alla media, debbano essere presi in considerazione. Ciò sarebbe in contraddizione con la norma secondo cui possono essere ritenute solo le perdite del reddito riconducibili al danno alla salute (DTF 135 V 58 consid. 3.4.3: “ Zu Unrecht hat sich die Vorinstanz auf die Rechtsprechung berufen, wonach invaliditätsfremde Umstände, welche zu einem erheblich unterdurchschnittlichen Valideneinkommen geführt haben, zu einer Einkommensparallelisierung führen (vorne E. 3.1). Denn diese Rechtsprechung will nur sicherstellen, dass die beiden Vergleichseinkommen auf gleichen Grundlagen ermittelt werden; sie ist aber nicht so zu verstehen, dass allen invaliditätsfremden (namentlich auch wirtschaftlichen) Aspekten, die zu einem unterdurchschnittlichen Valideneinkommen geführt haben, ohne weiteres durch Aufrechnung auf ein durchschnittliches Einkommen Rechnung zu tragen wäre. Solches stünde in klarem Widerspruch zu der gesetzlichen Regelung, wonach nur Erwerbseinbussen berücksichtigt werden können, die auf eine Gesundheitsbeeinträchtigung zurückzuführen sind .”). La giurisprudenza sul „ gap salariale “ è da intendere nel senso che quando una persona assicurata, nell’attività esercitata senza il danno alla salute percepisce un reddito nettamente inferiore alla media poiché sue caratteristiche personali (ad esempio assenza di formazione o di conoscenze linguistiche) impediscono il conseguimento di un reddito nella media, occorre partire dal principio che anche in un’altra attività confacente al suo nuovo stato di salute i medesimi fattori che hanno influito sulla diminuzione del reddito nella professione esercitata fino ad allora avranno un’influenza anche nella nuova attività. Se la persona assicurata, nell’attività fino ad allora esercitata, poteva conseguire un reddito nella media, non vi è alcun motivo per ridurre il reddito da invalido nella medesima misura. Altrimenti verrebbero prese in considerazione diminuzioni del reddito che non hanno nulla a che fare con il danno alla salute. Per cui quale reddito da valido non va preso in considerazione quello che la persona interessata avrebbe potuto conseguire con rendimento massimo senza il danno alla salute, bensì quello che è stato concretamente realizzato (cfr. DTF 135 V 58 consid. 3.4.3 – 3.4.5.). Nel caso di specie, l’interessato ha svolto l’attività di ristoratore indipendente da diversi anni (in concreto dal 1984). Come nel caso giudicato dal TF non vi sono elementi secondo cui, senza il danno alla salute, l’insorgente avrebbe abbandonato la sua attività per un lavoro meglio remunerato. Secondo l’esperienza generale della vita, in assenza di un danno alla salute, l’interessato, secondo il principio della verosimiglianza preponderante, avrebbe

continuato a svolgere la medesima attività. Ancora in sede di ricorso ha infatti affermato che “ i problemi di salute di cui soffre lo hanno costretto alla chiusura per la fine del 2010 ” (doc. I; cfr. anche doc. AI 145-11 [perizia SAM]: “ L’A. si definisce un „combattente-pacifista“ e a decorrere dal _____ 1984 decide coraggiosamente di mettersi in proprio acquistando il _____, allora in fallimento, attività che svolge, coadiuvato dalla moglie (che ottiene la licenza di gerente) e dai figli, fino al _____, quando per ragioni di salute decide di chiudere“ e doc. AI 86-2: “ in assenza del danno alla salute, l’assicurato eserciterebbe sempre il suo lavoro indipendente: pur esprimendo l’intenzione di continuare come indipendente, esprime anche il desiderio di cedere il ristorante ”). Non vi è di conseguenza alcun motivo per applicare, nel caso di specie, il “ gap salariale ” (cfr. DTF 135 V 58 consid. 3.4.7: “ Vorliegend hat die Beschwerdegegnerin rund zehn Jahre lang eine selbstständige Tätigkeit ausgeübt. Darin liegt keine kurze Dauer im Sinne der genannten Rechtsprechung. Es bestehen auch sonst keinerlei Anzeichen oder Anhaltspunkte, dass sie ohne die gesundheitliche Beeinträchtigung ihre Tätigkeit als Wirtin zugunsten einer besser entlöhnten Tätigkeit aufgeben hätte. Nach allgemeiner Lebenserfahrung wäre sie im Gesundheitsfall mit überwiegender Wahrscheinlichkeit in der bisherigen Tätigkeit verblieben. Es besteht deshalb kein Grund, das aus wirtschaftlichen Gründen unterdurchschnittliche Valideneinkommen auf einen durchschnittlichen Tabellenlohn aufzurechnen“). In queste condizioni raffrontando i redditi da valido e da invalido dal 2008 al 2011, senza prendere in considerazione il “ gap salariale ”, si ottengono le seguenti percentuali di invalidità. Nel 2008 a fronte di un reddito da valido di fr. 32'961, vi è un reddito da invalido di fr. 59'979, ridotto del 50% a fr. 29'900 e del 13% a fr. 26'091, per un grado d’invalidità del 21%, che non dà diritto ad alcuna rendita. Nel 2009 raffrontando il reddito da valido di fr. 33'653 con il reddito da invalido di fr. 61'239, ridotto del 30% a fr. 42'867 e del 13% a fr. 37'295 si ottiene un grado dello 0%, così come nel 2010 raffrontando il reddito da valido di fr. 33'922 con il salario da invalido di fr. 61'729, ridotto del 30% a fr. 43'210 e del 13% a fr. 37'593. Infine, anche per il 2011, a fronte di un reddito da valido di fr. 34'261 e di un reddito da invalido di fr. 62'346, ridotto del 30% a fr. 43'642 e del 13% a fr. 37'969, il grado d’invalidità è nullo. Alla luce di quanto sopra esposto, il ricorso va respinto, mentre la decisione impugnata merita conferma. 2.9. Secondo l’art. 69 cpv. 1bis LAI la procedura di ricorso in caso di controversie relative all’assegnazione o al rifiuto di prestazioni AI dinanzi al tribunale cantonale delle assicurazioni è soggetta a spese. L’entità delle spese è determinata fra 200.-- e 1'000.-- franchi in funzione delle spese di procedura e senza riguardo al valore litigioso. Visto l’esito della vertenza, le spese per complessivi fr. 500.--sono poste a carico del ricorrente.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.